



Pour une politique de coopération scientifique visant l'élargissement du champ de la recherche

Par Amélia Arlete Mingas

Luanda/Paris, 28-30 de Maio de 2013

A n'importe quelle initiative qui se donne pour objectif une coopération, sont sous-jacents non seulement les intervenants et, par conséquent, les acteurs du processus, mais également des variables diversifiées, à savoir politiques, culturelles, intellectuelles qui, plusieurs fois, provoquent des contraintes qui dérangent le développement de toute l'action.

En jetant un coup d'œil sur ce qui nous entoure – et le domaine de la recherche dans le champ culturel de la langue n'y échappe pas –, nous constatons que quelque uns d'entre nous se contentent avec les routines et l'attitude de simples utilisateurs et d'autres s'engagent dans le changement et dans les cultures de créateurs, de producteurs de savoir et non seulement dans celle de consommateurs.

A notre avis, une bonne stratégie dans la politique (concernant la) de recherche, face aux implications des coûts qu'elle engage, repose sur l'enchaînement d'actions multiples, visant les objectifs à atteindre avec la recherche conjointe et le partage et, (conséquemment) par conséquent, sur un système de coopération dans lequel le trait dominant ne soit (en aucun cas) pas la concurrence mais l'émulsion et la complémentarité : un partage d'efforts et de ressources mais, également, un partage des bénéfices.

La constitution de centres de recherche communs, avec des responsabilités réparties, ou de consortiums, sont des modèles de succès en Europe et aux Etats Unis, avec de fortes jonctions entre les politiques publiques définies par les Etats, les Universités et centres technologiques comme porteurs de la connaissance, et même les milieux d'entrepreneurs privés avec des ressources, dans une logique de mécénat ou de bénéficiaires directs.

On pourrait être tenté de penser que ces modèles ne seraient pas applicables dans les domaines de la recherche et du partage non technologiques. Les secteurs culturels ou des langues n'engendreraient pas le retour de bénéfices désirables à celui qui investit! C'est une véritable erreur.

Il n'y a pas de développement assuré sans investissements, clair ni une qualification dans les industries culturelles, patrimoine essentiel des

Peuples et facteur d'identité. On a beau de créer tant de technologies et d'infrastructures: elles ont un sens seulement si elles constituent un support pour les contenus et le substrat de la vie humaine, de sa socialisation, de sa capacité de communiquer, d'interagir et de coopérer pour un bien collectif et commun.

La relance d'une politique de coopération scientifique visant l'élargissement du champ de la recherche suggère une dimension en même temps substantif et instrumentale, dans laquelle ce qu'on veut c'est le développement de la recherche et on adopte la coopération comme moyen de l'atteindre.

Personne ne doute que quel que soit le domaine du savoir et de la connaissance, la recherche et l'investigation sont déterminantes pour son propre développement. Et personne ne doute qu'en ce qui concerne l'implication publique ou privée c'est dans la recherche et dans l'investigation qu'on consomme plus de ressources et le retour ne correspondra pas toujours à l'effort fourni ?!!!.

Mais c'est là que réside la clé du succès. Les grands sauts dans la connaissance et dans le développement économique, social et culturel ne sont pas le propre de celui qui s'installe dans la commodité des routines, de celui qui considère le présent comme le résultat achevé d'un modèle ou d'un système de valeurs, mais bien à celui qui ose regarder le futur, l'orienter et le modeler et, si nécessaire, l'adapter aux valeurs d'une modernité créative.

La réflexion sur le thème de notre intervention nous a conduit à admettre qu'il était important de relever la triade Linguistique, Langue et Langues, comme point de départ possible pour penser, faire des recherches et proposer des actions pro-actives dans le sens de rendre puissante la recherche, approfondir la connaissance, consolider des perspectives d'interdisciplinarité et de transversalité des savoirs communaires.

La culture et la langue ont de la valeur et il est aujourd'hui entendu que, dans le cadre de l'économie, elles incorporent la capacité d'engendrer de la richesse et contribuent pour le Produit Interne Brut en pourcentage que les moins attentifs ne perçoivent pas.

Dans le contexte global des relations, la projection de la langue constitue un facteur différenciateur et d'affirmation d'espaces géopolitiques, permettant de gagner masse critique, valeur stratégique et poids économique.

L'espace de la langue portugaise est un exemple de cela même. L'exploitation, par les Etats, les Institutions, entreprises et citoyens, de ce potentiel de références exige que tous les opérateurs s'impliquent dans son étude, dans la recherche et l'investigation scientifiques, dans sa divulgation académique, dans sa normalisation inclusive (comme l'on dit aujourd'hui) dans son application progressive aux secteurs les plus variés de la vie humaine.

L'appel à l'affectation de ressources publiques aux Académies, aux Instituts de la Langue, à l'industrie de l'édition et socialisation culturelles, à la circulation du savoir, à la constitution de plateformes et centres d'échange d'information et connaissance, aux instances de recherches et d'étude de la langue et de ses variantes est un impératif de citoyenneté.

C'est que, comme nous avons suggéré il y a un temps, la capacité d'utilisation de cet instrument très précieux qu'est la langue commune constitue la frontière où se jouent les opportunités, le principe de l'égalité et le développement équilibré des sociétés.

En ce qui concerne l'Angola, l'accès à l'indépendance, obtenue seulement dans la deuxième partie du siècle passé, constitue un des grands défis qui se présentent au nouveau pays. C'est qu'elle implique l'assomption de la nécessité indispensable de créer, d'un côté les conditions objectives pour la reconstruction politique, social et culturelle d'un pays dévasté par des luttes intestines et l'encadrement d'une société caractérisée par un pourcentage (très élevé) d'analphabètes étonnamment; et de l'autre, de viabiliser la renaissance d'espoirs d'un Peuple en état de divorce avec ses origines, ses habitudes et coutumes et, peut-être même, avec des identités spécifiques.

Face à cette situation, la première des actions qui émerge est justement, celle de satisfaire les nécessités immédiates de ceux qui dépendent de lui, fortifier l'enseignement formel, créer des conditions subjectives et

objectives pour la formation des cadres nécessaires aux tâches de développement du Pays.

La Faculté de Lettres, que nous représentons ici, s'est mise à développer des efforts dans le sens de fortifier un mouvement ample de réappropriation de nos humanités, tant de fois réduites à des langues et cultures méprisées, diminuées, réprimées et oubliées; ce mouvement serait possible seulement avec l'utilisation d'instruments de recherche – déjà existant et/ou innovateur - fournis, paradoxalement, par la culture qui a impliqué le mouvement initial de sa renégation.

A cet effet, le recours à la coopération scientifique s'est révélé indispensable, grâce à la signature de protocoles avec des unités organiques congénères de l'Universidade Nova de Lisboa, de l'Université d'État de Bahia, de l'Université Marien Ngoubi, de Brazzaville et celle de Kinshasa (RDC), pour viabiliser des cours de D.E.A., commencés pendant cette année académique et de doctorat pour l'année prochaine. Dans la même perspective, la Faculté a entamé des pourparlers avec l'Université do Algarve.

Outre ceci, la direction de la Faculté a l'intention de matérialiser le tableau d'ensemble de pratiques et de production culturelles nationales, accroître l'étude EPTQUE D

Bibliographie

Lisboa, Assembleia Nacional Portuguesa